

Rapport moral AG 2010

Je suis heureux de vous retrouver nombreux, comme chaque année, pour faire le point de notre action et de nos objectifs. C'est un moment important pour nous, afin de mesurer le chemin parcouru, évaluer nos forces et les difficultés qui sont devant nous et essayer de nous fixer des objectifs à la fois ambitieux et réalistes.

Je n'évoquerai que rapidement la situation en Afghanistan. Juste pour dire qu'elle devient, vous le savez aussi bien que moi, de plus en plus opaque. Pierre Lafrance et M. Omar Samad analyseront les perspectives politiques mieux que je ne saurais le faire. Je dirai simplement que nous ne sommes pas sortis des zones de turbulence, et qu'elles sont mêmes davantage devant nous que derrière nous.

Deux éléments me paraissent devoir être soulignés : le premier est que la société afghane souffre certainement d'un manque de respect. Les anciens ne se sentent plus respectés comme les détenteurs de l'autorité. Les Afghans, ou du moins certains d'entre eux, ont le sentiment que leurs traditions sont bafouées par le progrès et l'occidentalisation qui vont de pair. Les élites politiques sont écartelées entre le désir de retrouver une réelle souveraineté et le besoin de faire constamment appel à des étrangers qui très souvent se comportent comme en terrain conquis. Si je dis cela c'est parce que cela n'est pas sans impact sur notre travail d'ONG étrangère en Afghanistan. Les récentes foudrues de Karzaï peuvent s'expliquer soit par des blessures personnelles portées à son amour propre, soit par un jeu pour profiter personnellement ou politiquement de ces frustrations sociales. Nous devons en tenir compte à la fois dans notre analyse de la situation générale, et pour réfléchir à notre manière d'agir.

Le deuxième point est lié au premier. Il s'agit des répercussions en France du fait que ce qui se passe sur la scène afghane est de moins compréhensible pour l'observateur étranger. Plus la situation devient indéchiffrable, plus l'opinion française a du mal à comprendre notre action. Alors qu'en 2002 tout le monde voulait apporter sa pierre à la reconstruction, et que les associations proafghanes poussaient comme des champignons, la configuration a aujourd'hui complètement changé. Quand j'explique le travail d'AFRANE, je bénéficie de regards compatissants, incrédules voire sceptiques. Mais qu'allez-vous donc faire là-bas ? Les volontaires se font très rares, les financements diminuent. Mais qu'allons-nous donc faire dans cette galère ? Voici donc le contexte dans lequel nous travaillons.

Vous avez pu prendre connaissance par le biais du rapport d'activité synthétique, mais bien plus par les témoignages d'Olivier et de Lucienne et par les photos, des différents chantiers sur lesquels nous sommes engagés. En Afghanistan, notre programme de constructions nous a donné à la fois soucis et satisfactions. Au final, quand un nouveau bâtiment est inauguré, il ne reste plus qu'une grande satisfaction. Si je recense, en ce 30ème anniversaire, tout ce que nous avons construit, le bilan est impressionnant : A Djalalabad : deux bâtiments de salles de classe et un bâtiment administratif, un petit bâtiment de salles de sciences, un bloc social. A Kaboul : la rénovation du lycée Zuleykha et de l'école Aziz Afghan en 2002; la construction du bloc social de Zuleykha, la construction de l'école de Dacht-e Bartchi (qui nous a donné bien des sueurs). A Tcharikar, la réhabilitation du lycée Hora Djalali et de

l'école numéro 2, la construction de la maison dite d'AFRANE, la construction d'un bloc pédagogique et en 2009 celle du lycée Esteqlâl enfin pourvu de locaux propres. A Hérat, à plusieurs reprises nous avons construit des salles de classes supplémentaires; et à Waras, nous avons bâti au fil des années un lycée, deux écoles primaires et réhabilité trois ou quatre autres. C'est ainsi qu'en huit ans nous avons construit ou réhabilité une vingtaine de bâtiments.

Nous les avons construits mais aussi équipés. Sans chercher à établir la liste des équipements fournis en 2009, j'insisterai sur notre action dans le domaine des bibliothèques. Depuis 2003, nous avons peu à peu mis en place six bibliothèques scolaires dont cinq au moins bénéficient d'un ou une bibliothécaire, deux autres sont en cours d'équipement. Les premières années, les bibliothèques étaient des lieux confidentiels, poussiéreux et fermés à clef. Aujourd'hui, ce sont des lieux agréables, lumineux, meublés et fréquentés. Elles possèdent en général un petit millier d'ouvrages, ce qui est bien peu, et il reste beaucoup à faire pour qu'elles soient de véritables lieux de documentation et de sensibilisation à la lecture. Comme on le verra dans le plan triennal, ce sera un de nos chantiers prioritaires.

J'en viens naturellement au volet « formations » de notre action en Afghanistan. On peut voir dans le document projeté les formations données l'an dernier. Il s'agit de formations très basiques, mais les professeurs formés et les chefs d'établissement les apprécient. Il nous faut pourtant approfondir la formation des formateurs. C'est aussi un travail indispensable.

L'Assemblée Générale s'était inquiétée l'an dernier des effets de ces formations et plus généralement de notre action pédagogique. Je ne sais pas si on le saura jamais. Non pas qu'ils soient trop faibles pour être mesurés, mais parce que beaucoup de facteurs entrent en jeu. Nous avons mis en place avec l'aide des chefs d'établissement toute une série d'indicateurs pour mesurer aussi bien l'absentéisme que le niveau des élèves dans les matières fondamentales. C'est beaucoup plus compliqué qu'il n'y paraît au premier abord. Mais nous espérons que cela favorisera chez les chefs d'établissement une culture de l'évaluation et de la recherche d'amélioration qui n'est pas très développée pour l'instant. J'en profite pour dire que je suis très heureusement surpris par la réceptivité de plusieurs chefs d'établissement, notamment les femmes, qui semblent bien rentrer dans l'esprit de notre démarche.

Je signalerai aussi une démarche originale tentée par Olivier à Djalalabad. Sortant de nos deux établissements Esteqlâl et Nazou Ana, il a créé des cours de préparation à l'Université s'adressant aussi à d'autres établissements. Ces cours ont eu un bon succès du côté des filles. Nous attendons avec intérêt les résultats de ce concours. Dans ce tableau plutôt positif, une ombre cependant : notre action dans le domaine de la santé a été quasiment inexistante cette année. C'est regrettable.

Toute cette action a été rendue possible par la motivation des quelques volontaires d'AFRANE. Après l'enlèvement de Dany en novembre 2008, l'équipe avait été traumatisée. Olivier et Patricia avaient cependant « tenu ». Qu'ils en soient remerciés. L'équipe actuelle est motivée, compétente et courageuse. Et l'équipe afghane a elle aussi tenu le coup. Elle s'est même renforcée avec notamment un assistant chef de mission, et plus récemment deux nouveaux formateurs, un interprète et une

comptable à mi-temps.

En France notre action est aussi multiple : rédaction des Nouvelles d'Afghanistan qui en sont à leur 129ème numéro en préparation; soutien à un certain nombre de migrants. Nous avons précisé ce qui nous semble devoir être le travail d'AFRANE dans ce dernier domaine, dans un texte directeur. Plusieurs de nos adhérents donnent des cours de français et le local est aussi utilisé à cet effet depuis le début de l'année.

Les comités ou correspondants locaux travaillent, chacun à sa manière, pour organiser des conférences ou des repas, des expositions, rechercher des financements, faire vivre l'amitié franco-afghane. En 2009 nous avons organisé la visite en France d'un de nos employés afghans et début 2010 celle d'un de nos formateurs qui a suivi un stage d'un mois à Dijon, puis de deux directrices afghanes qui sont venues quinze jours. Je me permets de vous citer à ce propos un passage du rapport rédigé par l'une d'entre elles : « Jusqu'à maintenant, je n'avais pas réalisé ce qu'était Afrane. Mais en voyant les amis d'Afrane, j'ai découvert que c'est vraiment l'amitié qui incite les gens à aider et que les amis d'Afrane pensent à nous et se donnent de la peine pour nous. » Elle détaille dans ce rapport dix observations qu'elle a faites durant ses visites d'écoles et qu'elle a l'intention d'essayer d'appliquer dans son établissement. Il est consultable sur le site d'AFRANE.

Je citerai aussi notre travail au sein de la coordination des ONG françaises dont nous faisons partie du comité de pilotage. C'est un lieu d'échange sur nos analyses de la situation et sur les problèmes de sécurité. Nous sommes aussi intervenus récemment au moment de la conférence de Londres en publiant un communiqué demandant notamment aux différents protagonistes de respecter l'indépendance des ONG. Enfin, à Kaboul et en France nous travaillons en coopération avec plusieurs ONG oeuvrant spécifiquement dans le domaine de l'éducation, au sein d'une structure appelée le PROCEAF.

Tout ceci a été rendu possible grâce à l'action bénévole et militante de nombreux d'entre nous. Nous avons essayé de chiffrer le volume de ce bénévolat, même si les notions de bénévolat et de valorisation semblent un peu antinomiques. Nous sommes arrivés au chiffre de 6400 heures, soit environ quatre temps plein qui se décomposent grosso modo ainsi : Bureau 2400 h, vente d'artisanat 1600 h (c'est dire l'importance de ce moment fort dans notre mobilisation), comités locaux 1000 h CA 500 heures, migrants 900 h + mission d'Alain Lebeau et de Ghaffar Nabizadah. Encore faut-il préciser que ce recensement est loin d'être exhaustif, et qu'il faudrait certainement y rajouter plusieurs centaines d'heures.

Je n'ai cité personne, car il faudrait citer tout le monde. Mais je remercie quand même Naima et Anne-Claire, qui effectuent un travail plutôt austère dans des conditions quasiment monacales. On ne se rend pas assez compte du travail que représente le suivi depuis la France de notre mission afghane, ni le temps que nécessite la moindre formalité administrative. Merci Naima et Anne-Claire pour tout le travail accompli.

J'en viens à la partie la moins agréable de mon exposé. Il s'agit de parler des gros

nuages noirs que je sens venir devant nous.

1) J'évoquerai d'abord les questions de sécurité. L'an dernier à la même époque nous étions encore sous le choc de l'enlèvement de Dany Egroteau. Nous avons été à deux doigts de rapatrier nos volontaires qui avaient été assez fortement choqués. Heureusement nous avons pu continuer de travailler dans une relative sérénité après avoir renforcé nos mesures de sécurité, notamment dans le cadre d'un accord avec Madéra. Mais l'épée de Damocles est toujours au dessus de nos têtes. Il y a eu des opérations terroristes graves à Kaboul tous les mois environ, mais pas d'enlèvements d'étrangers. (L'enlèvement des deux journalistes s'est fait du côté de Sarobi, dans une zone où je n'aurais pas osé aller). Il y a eu cependant il y a six semaines l'attaque en plein Kaboul durant laquelle Séverin Blanchet des Ateliers Varan a été tué. Le contexte politique dégradé peut donner des idées tordues à pas mal de gens. Il est nécessaire que nous soyons très vigilants, ce qui a un coût en termes de gardes, de chauffeurs, de moyens de protection, comme nous pourrions le voir tout à l'heure.

2) Les ONG sont par ailleurs inquiètes actuellement des tentatives du gouvernement afghan de nous imposer des taxes diverses. Imposition des volontaires, et maintenant imposition d'une taxe sur les contrats que nous passons avec des entreprises afghanes. Faute de savoir imposer les entreprises afghanes on taxe les étrangers puisqu'on a une arme massive pour les y contraindre : la menace d'expulsion. Cela me semble à la fois inquiétant et injuste. Inquiétant car cela pourrait être interprété comme relevant d'une attitude où l'aide désintéressée des ONG n'est plus perçue comme telle mais comme relevant du domaine des affaires et du marchandage. Dans cette affaire l'Etat essaie d'avoir non seulement le beurre, mais l'argent du beurre. Et la taxation d'un don me paraît en outre particulièrement injuste. Le cumul de toutes les taxes avec d'éventuels rappels sur plusieurs années pourrait nous conduire à devoir mettre la clef sous la porte.

3) Nous sommes aussi inquiets en ce qui concerne les financements. Les deux gros financements dont nous avons bénéficié ces deux dernières années n'ont aucune pérennité. Celui de l'Union européenne comme celui de l'AFD ont été obtenus dans le cadre d'appels à projets dont nous ne savons pas s'ils seront renouvelés et encore moins si nous serions à nouveau retenus. Mais leur obtention nous a fait passer pour riches, si bien que nous avons été rayés du bénéfice d'un budget FSP pour l'enseignement du français. Cette mesure de l'ambassade me semble incompréhensible. Nous n'avons pas encore trouvé la parade. Il nous restera bien la possibilité de demander un budget à l'AFD dans le cadre de son soutien aux ONG. Mais il nous faut trouver 50 % de cofinancements, ce qui n'est pas facile. Dans le même temps, nous avons perdu des financements privés : le Secours catholique qui a décidé de se retirer de l'Afghanistan; France Libertés qui a choisi comme thème prioritaire les problèmes de l'eau; un comité d'entreprise de Belfort qui s'intéresse à présent à l'Asie Centrale, un autre de Grenoble qui pense que son aide ne serait pas suffisamment significative. Bref, il faudra nous retrousser encore davantage les manches pour mobiliser à la fois des ressources privées et des fonds publics.

4) Mais, ce ne sera pas facile car, comme je l'ai dit au début, l'opinion est désillusionnée à l'égard de l'Afghanistan. Les uns font un amalgame entre la population et ses dirigeants tous considérés sans nuance comme corrompus,

inefficaces et xénophobes. Les autres pensent que construire dans un milieu aussi difficile est impossible. Ils mettraient volontiers l'Afghanistan en zone noire, inconstructible.

5) Nous avons de plus en plus de mal à trouver des volontaires. Nous n'arrivons pas par exemple à trouver de chef de mission. Pourtant le responsable actuel part dans 20 jours.

Pour sortir de cette zone de turbulence, il nous faudra certainement une bonne dose de foi voire d'inconscience. Il me semble que parmi les nombreux chantiers où nous devons continuer de travailler, et qui nécessitent, faut-il le dire de nouveaux bras et de nouvelles forces, il en est un qui méritera toute notre attention. C'est de mieux faire connaître notre action et de faire appel beaucoup plus largement à des donateurs individuels. Nous n'avons pas suffisamment investi dans le domaine de la communication. Certes notre site est beaucoup mieux entretenu que par le passé. Mais nous n'avons pas encore assez le réflexe de l'alimenter et de le consulter. Plus généralement le nombre d'adhérents d'AFRANE, le nombre de donateurs, le nombre d'abonnés à la revue sont beaucoup trop faibles. Il me semble qu'AFRANE « mérite » si je puis dire beaucoup plus d'adhérents, beaucoup plus de donateurs, beaucoup plus d'abonnés. J'espère que nous pourrons mener, l'année qui vient, des actions significatives dans le domaine de la communication. L'agenda que nous venons de publier en fait partie. Ce faisant, nous ne contribuerons pas seulement à nous faire connaître. Mais nous contribuerons à mieux faire connaître et aimer l'Afghanistan.